

**SEANCE ORDINAIRE DU lundi 27 avril 2026**

**Nombre de membres :**

En exercice : ..... 23

Présents : ..... 20

Votants : ..... 23

L'an deux mil vingt-six, le vingt-sept avril à dix-neuf heures,  
Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses  
séances sous la présidence de Monsieur PÉPION, Maire.

Date de convocation : le 13 avril 2026

**Etaient présents**

PÉPION Aymeric, TEMPLIER Thomas, MARTNEZ Guillaume, AMPE Olivier,  
BEGIN Marie Véronique, ENGELRIC BERRUET Denise, CLEMENT Sylvie,  
FOUCAULT Jacqueline, CAILLAULT Laurent, GROULT Isabelle, ETIENNE  
Christelle, MASSAMBA MA NKOSSOU Freddy, JOUSSET Laëtitia, BLEE  
Cédric, GROENINCK Laurence, GALLO Maxime, GREZANLE Aurélie,  
SAGUERRE DE CESPEDES Virginie, GILET Alain, CAULIEZ Patrick.

**Absents représentés**

ROLAND Fabrice-Claude a donné pouvoir à Freddy MASSAMBA,  
GALLIER François a donné procuration à Olivier AMPE,  
RENIMEL Isabelle a donné pouvoir à Marie-Véronique BEGIN.

**Secrétaire de séance :** Christelle ETIENNE

**Délibération n° 2026 / 40 – PARTICIPATION FINANCIÈRE COMMUNALE A LA  
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE**

Les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents dans les domaines de la santé et de la prévoyance.

En application de l'article L 827-1 et suivants du CGFP, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Jusqu'au 31 décembre 2024, la participation des collectivités territoriales et établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents est facultative.

Cette participation deviendra obligatoire :

- pour le risque prévoyance à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025 selon un minimum, à ce jour, de 7 € brut mensuel,
- et pour le risque santé à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2026 selon un minimum, à ce jour, de 15 € brut mensuel.

Ces montants pourraient être revus selon la clause de réexamen prévue à l'article 8 du décret n°2022-581 du 20 avril 2022 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale.



Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée conditions prévues issues du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Envoyé en préfecture le 11/05/2026  
Reçu en préfecture le 11/05/2026  
Publié le  
ID : 045-214503278-20260427-2026\_40-DE

La protection sociale complémentaire comprend deux risques :

le risque santé lié à la maladie et à la maternité (mutuelle santé)

- le risque prévoyance lié à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès (principalement la garantie maintien de salaire).

Pour aider leurs agents à se couvrir par une protection sociale complémentaire, les collectivités territoriales ont le choix entre deux solutions :

✓ opter pour la procédure de labellisation : en aidant les agents ayant souscrit un contrat ou adhéré à un règlement qui a été au niveau national labellisé. La liste des contrats et règlements labellisés est accessible sur le site des collectivités locales : <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/fonction-publique-territoriale/protection-sociale-complementaire>

✓ opter pour la convention de participation : après une mise en concurrence pour sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la réglementation. L'offre de l'opérateur sélectionné sera proposée à l'adhésion individuelle et facultative des agents de la collectivité. La convention est conclue pour une durée de 6 ans, avec un seul opérateur par type de risque.

En application des articles 23 et 24 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, la participation de la collectivité territoriale est versée sous forme d'un montant unitaire par agent.

Le montant de participation peut être modulé dans un but d'intérêt social, en prenant en compte le revenu des agents (par exemple : en fonction de l'indice de rémunération ou selon la catégorie de l'agent) et, le cas échéant, leur situation familiale.

Le montant de l'aide versée par la collectivité ne pourra excéder le montant de la cotisation payée par l'agent à l'organisme de prévoyance ou de mutuelle.

De ce fait, le Maire invite le conseil municipal à se prononcer :

sur le principe de la participation

- sur le dispositif retenu pour chaque risque (procédure de labellisation ou convention de participation)
- sur le montant de participation de la collectivité et, le cas échéant sur les critères de modulation pour chaque risque.
- 

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

**DÉCIDE** de participer :

→ *au risque santé à compter du 01/05/2026*

- **DÉCIDE** de retenir la procédure suivante :

Procédure de labellisation pour le risque santé

**DÉCIDE** de verser un montant de participation :

***Pour la participation à la complémentaire Santé :***

identique à tous les agents à savoir 15 € par mois et par agent

- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012 – Charges de personnel, article 6458.

Certifie exécutoire, pour copie conforme,

Le 27/04/2026.

Le Maire



Aymeric PÉPION

La secrétaire de séance

